

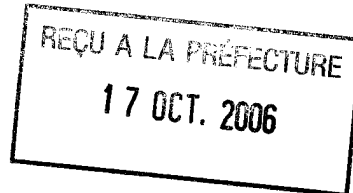
**Service instructeur**

Service du Développement  
Economique, de l'Enseignement  
Supérieur et du Tourisme

**Service consulté**

Service de l'Action Transfrontalière  
Association Départementale  
du Tourisme

N° 2<sup>e</sup>/105-06



**SOUTIEN A L'ASSOCIATION ET AU PROJET INTERREG-III A RHIN VIVANT**

Résumé : *Il vous est proposé dans ce rapport :*

- *d'attribuer une aide de 5 000 € à l'association Rhin Vivant pour son fonctionnement 2006 ;*
- *d'accorder une subvention de 10 000 € à cette association pour le projet INTERREG-III A « Destination Rhin Vivant : pour un tourisme durable sur le Rhin Supérieur » ;*
- *de m'autoriser à signer la convention INTERREG afférente à ce projet .*

**L'association Rhin Vivant**

L'association Rhin Vivant a été créée en juin 2005 à RHINAU. Elle se compose d'acteurs du tourisme, de l'environnement et de collectivités de la bande rhénane. Officiellement adhérente à la « Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés » depuis juillet 2005, elle œuvre au développement d'un tourisme durable sur la rive française du Rhin, de BALE jusqu'à LAUTERBOURG, au travers d'une stratégie et d'un plan d'action quinquennal (2005-2009). Un des axes majeurs de sa démarche et de développer la coopération transrhénane dans le domaine de l'écotourisme.

Le budget prévisionnel de l'association pour 2006 s'élève à 31 000 €. Les dépenses sont composées de frais administratifs et de gestion, de frais liés à la mise en place d'outils de communication, de frais de déplacements, d'actions de formation. Les recettes sont composées des cotisations, et de subventions de la Région Alsace et des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. La subvention sollicitée auprès du Département du Haut-Rhin au titre de l'année 2006 s'élève à 5 000 €.

**Projet INTERREG III A**

Pour donner une dimension transfrontalière à la mise en œuvre de sa stratégie tourisme durable sur les rives du Rhin, l'association Rhin Vivant a décidé de présenter un projet au titre d'INTERREG-III A. En gardant comme cadre de travail la Charte européenne de tourisme durable, il s'agit de donner une cohérence au territoire rhénan dans son ensemble et de valoriser au travers d'un tourisme respectueux des milieux naturels.

Les trois objectifs du projet sont les suivants :

A. Structurer et développer le tourisme durable au niveau transfrontalier

- en structurant les circuits de découverte existants
- en recensant et regroupant les données concernant l'écotourisme sur la bande rhénane
- en expérimentant des offres touristiques transfrontalières
- en développant la formation et la sensibilisation au tourisme durable.

B. Communiquer pour valoriser l'image du Rhin et de ses milieux naturels en tant que destination touristique durable

- en faisant connaître le projet
- en valorisant l'évènementiel rhénan

C. Créer un réseau franco-allemand en vue de l'adhésion de l'ensemble des milieux protégés rhénans à la Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés.

- en organisant des rencontres transfrontalières autour de la notion de tourisme durable
- en travaillant à la création d'une structure franco-allemande de coordination des initiatives d'écotourisme le long du Rhin.

Le budget total du projet, qui doit être mis en œuvre en 2006 / 2007, s'élève à 279 000 €.

Le plan de financement est le suivant :

<b>France</b>	<b>120 000 €</b>	<b>43 %</b>
Association Rhin Vivant	14 000 €	5 %
Région Alsace	58 000 €	21 %
Conseil Général du Bas-Rhin	10 000 €	3.75 %
Conseil Général du Haut-Rhin	10 000 €	3.75 %
CdC Marckolsheim et environs	6 000 €	2.1 %
CdC du Rhin	20 000 €	7.2 %
CdC Porte de France Rhin Sud	2 000 €	0.2 %
<b>Allemagne</b>	<b>19 500 €</b>	<b>7 %</b>
Land du Bade-Wurtemberg/RP Freiburg	12 000 €	4.3 %
Gemeinde Kappel-Grafenhausen	5 700 €	2.05 %
Gemeinde Schwanau	300 €	0.1 %
Stadt Neuenburg am Rhein	1 500 €	0.55 %
<b>Union Européenne</b>	<b>139 500 €</b>	<b>50 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>279 000 €</b>	<b>100 %</b>

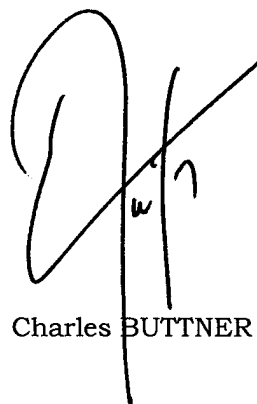
La subvention sollicitée à ce titre auprès du Département du Haut-Rhin s'élève à 10 000 €.

Le versement des quotes-parts des différents partenaires est lié à la signature d'une convention Interreg IIIA. Ce document formalise l'engagement des partenaires. Il précise le rythme des versements des fonds et les obligations du maître d'ouvrage.

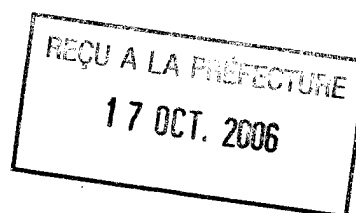
En conclusion, je vous propose :

- d'attribuer une aide de 5 000 € à l'association Rhin Vivant pour son fonctionnement 2006 ;
- de préciser que ces crédits seront prélevés sur la ligne organismes de tourisme à vocation générale, chapitre 65-6574, enveloppe 18366 ;
- d'attribuer une aide de 10 000 € à l'association Rhin Vivant pour le projet INTERREG-III A « Destination Rhin Vivant : pour un tourisme durable sur le Rhin Supérieur » ;
- de m'autoriser à signer la convention INTERREG afférente à ce projet ;
- de préciser que ces crédits seront prélevés sur la ligne coopération transfrontalière touristique, chapitre 65-6574, enveloppe 18363.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER





Programme / Programm  
**INTERREG IIIA-Rhin Supérieur Centre-Sud /  
 Oberrhein Mitte-Süd**

**Projet du / Entwurf vom 19.09.2006**

<p align="center"><b>Convention relative au projet N°4a.9</b></p> <p align="center"><b>"Destination Rhin vivant : pour un tourisme durable du Rhin Supérieur"</b></p>	<p align="center"><b>Vereinbarung bezüglich des Projekts Nr. 4a.9</b></p> <p align="center"><b>"Destination Lebendiger Rhein: für einen nachhaltigen Tourismus am Oberrhein"</b></p>
<p>Entre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ La Région Alsace, autorité de gestion du programme INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud, et partenaire cofinanceur,</li> <li>▫ Association Rhin Vivant, porteur dudit projet, et bénéficiaire final de la subvention communautaire,</li> <li>▫ les partenaires cofinanceurs suivants :           <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil Général du Bas-Rhin</li> <li>- Conseil Général du Haut-Rhin</li> <li>- Communauté de Communes Marckolsheim et environs</li> <li>- Communauté de Communes Rhin</li> <li>- Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud</li> <li>- Land Baden-Württemberg</li> <li>- Gemeinde Kappel-Grafenhausen</li> <li>- Stadt Neuenburg am Rhein</li> <li>- Gemeinde Schwanau</li> </ul> </li> </ul> <p><b>PREAMBULE</b></p> <p>Vu</p> <p>Le règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels, tel que modifié par les règlements (CE) du Conseil n°1447/2001 du 28 juin 2001 et n°1105/2003 du 26 mai 2003,</p>	<p>Zwischen</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ der Région Alsace, Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd, und Kofinanzierungspartner,</li> <li>▫ Association Rhin Vivant, Träger des o. g. Projekts, und Endbegünstigter der EU-Förderung,</li> <li>▫ den folgenden Kofinanzierungspartnern :           <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil Général du Bas-Rhin</li> <li>- Conseil Général du Haut-Rhin</li> <li>- Communauté de Communes Marckolsheim et environs</li> <li>- Communauté de Communes Rhin</li> <li>- Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud</li> <li>- Land Baden-Württemberg</li> <li>- Gemeinde Kappel-Grafenhausen</li> <li>- Stadt Neuenburg am Rhein</li> <li>- Gemeinde Schwanau</li> </ul> </li> </ul> <p><b>PRÄAMBEL</b></p> <p>wird in Anbetracht</p> <p>der Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 des Rates vom 21. Juni 1999 mit allgemeinen Bestimmungen über die Strukturfonds, geändert durch die Verordnungen (EG) des Rates Nr. 1447/2001 vom 28. Juni 2001 und Nr. 1105/2003 vom 26. Mai 2003,</p>

<p>Le règlement (CE) n°1159/2000 de la Commission du 30 mai 2000 visant les actions d'information et de publicité à mener par les Etats membres sur les interventions des Fonds structurels,</p> <p>Le règlement (CE) n°1685/2000 de la Commission du 28 juillet 2000 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n°1260/1999 en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses dans le cadre des opérations cofinancées par les fonds structurels, tel que modifié par le règlement (CE) n°448/2004 de la Commission du 10 mars 2004,</p> <p>Le règlement (CE) n°438/2001 de la Commission du 2 mars 2001 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°1260/1999 en ce qui concerne les systèmes de gestion et de contrôle du concours octroyé au titre des fonds structurels, tel que modifié par le règlement (CE) n°2355/2002 de la Commission du 27 décembre 2002,</p> <p>La décision CCI n° 2001 CB 16 0 PC 006 de la Commission Européenne en date du 27 décembre 2001, modifiée par la décision (C) 2004/5743 du 27 décembre 2004, relative à l'octroi d'une participation au titre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) pour le programme INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud,</p> <p>Le vade-mecum à destination des porteurs de projet dans le cadre des programmes INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud et PAMINA,</p> <p>Le formulaire de demande de concours communautaire relatif au présent projet et ses annexes en date du 24 février 2006, annexés à la présente convention,</p> <p>L'accusé de réception de dossier complet délivré le 21 juin 2006,</p> <p>La décision du Comité de Pilotage INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud en date du 26 juin 2006,</p> <p>Il est convenu ce qui suit :</p>	<p>der Verordnung (EG) Nr. 1159/2000 der Kommission vom 30. Mai 2000 über die von den Mitgliedstaaten zu treffenden Informations- und Publizitätsmaßnahmen für die Interventionen der Strukturfonds,</p> <p>der Verordnung (EG) Nr. 1685/2000 der Kommission vom 28. Juli 2000 hinsichtlich der Regeln für die Zuschussfähigkeit der Ausgaben für von den Strukturfonds kofinanzierte Operationen, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 448/2004 der Kommission vom 10. März 2004,</p> <p>der Verordnung (EG) Nr. 438/2001 der Kommission vom 2. März 2001 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 in Bezug auf die Verwaltungs- und Kontrollsysteme bei Strukturfondsinterventionen, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2355/2002 der Kommission vom 27. Dezember 2002,</p> <p>der Entscheidung CCI Nr. 2001 CB 16 0 PC 006 der Europäischen Kommission vom 27. Dezember 2001, die durch die Entscheidung (K) 2004/5743 vom 27. Dezember 2004 geändert wurde, bezüglich der Bewilligung einer Teilnahme auf der Grundlage des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) am Programm INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd,</p> <p>des Vade-Mecum für die Projektträger im Rahmen der Programme INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd und PAMINA,</p> <p>des Antragsformulars auf Gewährung der Gemeinschaftsförderung bezüglich des vorliegenden Projekts nebst Anlagen vom 24. Februar 2006, die an die vorliegende Vereinbarung angehängt sind,</p> <p>der Eingangsbestätigung des vollständigen Antrags mit Datum vom 21. Juni 2006,</p> <p>des Beschlusses des Lenkungsausschusses INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd vom 26. Juni 2006,</p> <p>folgende Vereinbarung geschlossen:</p>
---	---

<p><b>Article 1 - OBJET</b></p> <p>L'objet de cette convention est de fixer les modalités de participation des signataires et les modalités de mise en œuvre du présent projet.</p> <p>La responsabilité de la bonne utilisation des crédits INTERREG est portée par le porteur de projet vis-à-vis de l'autorité de gestion.</p>	<p><b>Artikel 1 - GEGENSTAND</b></p> <p>Gegenstand dieser Vereinbarung ist die Festlegung der finanziellen Beiträge der Unterzeichnenden sowie der Durchführungsbestimmungen für das betroffene Projekt.</p> <p>Die Verantwortung für die bestimmungsgemäße Verwendung der INTERREG-Mittel trägt der Projektverantwortliche gegenüber der Verwaltungsbehörde.</p>
<p><b>Article 2 - DEFINITION DU PROJET</b></p> <p>Le porteur de projet et ses partenaires cofinanceurs s'engagent à réaliser, dans le respect des dispositions de la présente convention, le projet tel que décrit dans le formulaire de demande de concours communautaire, le budget prévisionnel en dépenses et le calendrier de réalisation.</p> <p>L'ensemble des éléments cité en préambule ainsi que les pièces annexées font partie intégrante de la présente convention et sont pièces contractuelles au même titre qu'elle.</p>	<p><b>Artikel 2 - DEFINITION DES PROJEKTS</b></p> <p>Der Projektverantwortliche und seine Kofinanzierungspartner verpflichten sich, das Projekt durchzuführen, so wie es im Antrag auf Gemeinschaftsförderung beschrieben wurde, und den Kosten- und Finanzierungsplan sowie den Realisierungsplan im Einklang mit den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung einzuhalten.</p> <p>Alle in der Präambel genannten Dokumente sowie die angehängten Unterlagen sind Bestandteile der vorliegenden Vereinbarung und sind gleichwertige Vertragsbestandteile.</p>
<p><b>Article 3 - PERIODES CONCERNEES</b></p> <p><b>3.1. Durée de validité de la convention</b></p> <p>La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'autorité de gestion (dernier signataire de la convention) au porteur de projet et reste valable jusqu'au 31 décembre 2013.</p> <p><b>3.2. Période de réalisation du projet</b></p> <p>Le projet est réalisé entre le 1<sup>er</sup> juillet 2006 et le 30 juin 2007, comme indiqué dans le formulaire de demande.</p> <p><b>3.3. Démarrage du projet</b></p> <p>Le porteur de projet est tenu de démarrer le projet au plus tard dans un délai de trois mois à compter de son acceptation par le Comité de Pilotage, dont la date figure en préambule.</p> <p>La justification du commencement du projet se matérialise par l'envoi à l'autorité de gestion du formulaire-type de démarrage du projet dûment renseigné par le porteur de projet.</p> <p>La présente convention sera caduque si le projet n'a pas débuté dans ce délai.</p>	<p><b>Artikel 3 - BETROFFENE ZEITRÄUME</b></p> <p><b>3.1. Gültigkeitsdauer der Vereinbarung</b></p> <p>Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tage ihrer Zustellung an den Projektträger durch die Verwaltungsbehörde (zuletzt Unterzeichnende) in Kraft und behält ihre Wirkung bis zum 31. Dezember 2013.</p> <p><b>3.2. Durchführungszeitraum des Projekts</b></p> <p>Das Projekt wird vom 1. Juli 2006 bis zum 30. Juni 2007 durchgeführt, wie im Antragsformular festgelegt.</p> <p><b>3.3. Projektbeginn</b></p> <p>Der Projektverantwortliche ist verpflichtet, spätestens innerhalb von drei Monaten ab Bewilligung durch den Lenkungsausschuss mit dem Projekt zu beginnen, deren Datum in der Präambel steht.</p> <p>Der Nachweis des Projektbeginns erfolgt durch die Übermittlung des durch den Projektträger gewissenhaft ausgefüllten Musterformulars zum Projektbeginn an die Verwaltungsbehörde.</p> <p>Die vorliegende Vereinbarung wird gegenstandslos, wenn das Projekt nicht innerhalb</p>

<p>Cela entraînera également l'annulation de la décision d'octroi des fonds communautaires du Comité de Pilotage.</p> <p>Une dérogation peut être accordée par l'autorité de gestion sur demande écrite justifiée du porteur de projet. Cette demande doit être antérieure d'un mois à la date d'échéance du délai de trois mois.</p> <p><b>3.4. Période d'éligibilité des dépenses</b></p> <p>Afin de permettre au porteur de projet d'honorer toutes les factures relatives à la clôture du projet et de présenter ces dépenses à l'Autorité de Gestion dans les délais impartis, la fin de la période d'éligibilité des dépenses est portée à trois mois après la date de fin de réalisation du projet.</p> <p>La période d'éligibilité des dépenses du présent projet s'étend du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 septembre 2007 inclus.</p> <p>A cette dernière date, l'intégralité du budget doit avoir fait l'objet de factures acquittées ou de pièces justificatives de valeur probante équivalente.</p>	<p>dieser Frist begonnen wurde.</p> <p>Dies hat außerdem zur Folge dass, der Lenkungsausschuss seine Entscheidung über die Bewilligung von Gemeinschaftsmitteln auflöst.</p> <p>Eine Fristverlängerung kann durch die Verwaltungsbehörde auf schriftlich begründeten Antrag des Projektträgers erfolgen. Dieser Antrag muss mindestens einen Monat vor Ablauf der Drei-Monats-Frist gestellt werden.</p> <p><b>3.4. Zeitraum der Förderfähigkeit der Ausgaben</b></p> <p>Um dem Projektträger zu ermöglichen, fristgerecht, alle Rechnungen in Verbindung mit dem Ende des Projekts zu begleichen und die entsprechenden Ausgaben der Verwaltungsbehörde vorzulegen, wird der Förderzeitraum auf 3 Monate nach dem Ende des Realisierungszeitraums verlängert.</p> <p>Der Förderzeitraum für Ausgaben des vorliegenden Projekts reicht vom 1. Juli 2006 bis einschließlich 30. September 2007.</p> <p>Zu diesem letzten Datum muss der gesamte Kostenplan mit den beglichenen Rechnungen oder den in gleicher Weise aussagekräftigen Belegen übereinstimmen.</p>																																																				
<p><b>Article 4 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET</b></p> <p><b>4.1. Répartition des fonds</b></p> <p>La répartition entre les différents cofinanceurs s'établit comme suit :</p> <table data-bbox="164 1435 1406 2040"> <tr> <td>Fonds communautaires (FEDER) / Gemeinschaftsmittel (EFRE):</td> <td>139 500 €</td> </tr> <tr> <td>Association Rhin vivant</td> <td>14 000 €</td> </tr> <tr> <td>Région Alsace</td> <td>58 000 €</td> </tr> <tr> <td>Conseil Général du Bas-Rhin</td> <td>10 000 €</td> </tr> <tr> <td>Conseil Général du Haut-Rhin</td> <td>10 000 €</td> </tr> <tr> <td>Communauté de Communes Marckolsheim et environs</td> <td>6 000 €</td> </tr> <tr> <td>Communauté de Communes Rhin</td> <td>20 000 €</td> </tr> <tr> <td>Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud</td> <td>2 000 €</td> </tr> <tr> <td>Land Baden-Württemberg</td> <td>12 000 €</td> </tr> <tr> <td>Gemeinde Kappel-Grafenhausen</td> <td>5 700 €</td> </tr> <tr> <td>Stadt Neuenburg am Rhein</td> <td>1 500 €</td> </tr> <tr> <td>Gemeinde Schwanau</td> <td>300 €</td> </tr> <tr> <td>Montant total prévisionnel du projet / Vorgesehene Gesamthöhe des Projekts:</td> <td>279 000 €</td> </tr> </table>	Fonds communautaires (FEDER) / Gemeinschaftsmittel (EFRE):	139 500 €	Association Rhin vivant	14 000 €	Région Alsace	58 000 €	Conseil Général du Bas-Rhin	10 000 €	Conseil Général du Haut-Rhin	10 000 €	Communauté de Communes Marckolsheim et environs	6 000 €	Communauté de Communes Rhin	20 000 €	Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud	2 000 €	Land Baden-Württemberg	12 000 €	Gemeinde Kappel-Grafenhausen	5 700 €	Stadt Neuenburg am Rhein	1 500 €	Gemeinde Schwanau	300 €	Montant total prévisionnel du projet / Vorgesehene Gesamthöhe des Projekts:	279 000 €	<p><b>Artikel 4 - FINANZIERUNGSPLAN DES PROJEKTS</b></p> <p><b>4.1. Aufteilung der Mittel</b></p> <p>Die Aufteilung zwischen den verschiedenen Kofinanzierern gestaltet sich wie folgt:</p> <table data-bbox="796 1435 1406 2040"> <tr> <td>Fonds communautaires (FEDER) / Gemeinschaftsmittel (EFRE):</td> <td>139 500 €</td> </tr> <tr> <td>Association Rhin vivant</td> <td>14 000 €</td> </tr> <tr> <td>Région Alsace</td> <td>58 000 €</td> </tr> <tr> <td>Conseil Général du Bas-Rhin</td> <td>10 000 €</td> </tr> <tr> <td>Conseil Général du Haut-Rhin</td> <td>10 000 €</td> </tr> <tr> <td>Communauté de Communes Marckolsheim et environs</td> <td>6 000 €</td> </tr> <tr> <td>Communauté de Communes Rhin</td> <td>20 000 €</td> </tr> <tr> <td>Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud</td> <td>2 000 €</td> </tr> <tr> <td>Land Baden-Württemberg</td> <td>12 000 €</td> </tr> <tr> <td>Gemeinde Kappel-Grafenhausen</td> <td>5 700 €</td> </tr> <tr> <td>Stadt Neuenburg am Rhein</td> <td>1 500 €</td> </tr> <tr> <td>Gemeinde Schwanau</td> <td>300 €</td> </tr> <tr> <td>Montant total prévisionnel du projet / Vorgesehene Gesamthöhe des Projekts:</td> <td>279 000 €</td> </tr> </table>	Fonds communautaires (FEDER) / Gemeinschaftsmittel (EFRE):	139 500 €	Association Rhin vivant	14 000 €	Région Alsace	58 000 €	Conseil Général du Bas-Rhin	10 000 €	Conseil Général du Haut-Rhin	10 000 €	Communauté de Communes Marckolsheim et environs	6 000 €	Communauté de Communes Rhin	20 000 €	Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud	2 000 €	Land Baden-Württemberg	12 000 €	Gemeinde Kappel-Grafenhausen	5 700 €	Stadt Neuenburg am Rhein	1 500 €	Gemeinde Schwanau	300 €	Montant total prévisionnel du projet / Vorgesehene Gesamthöhe des Projekts:	279 000 €
Fonds communautaires (FEDER) / Gemeinschaftsmittel (EFRE):	139 500 €																																																				
Association Rhin vivant	14 000 €																																																				
Région Alsace	58 000 €																																																				
Conseil Général du Bas-Rhin	10 000 €																																																				
Conseil Général du Haut-Rhin	10 000 €																																																				
Communauté de Communes Marckolsheim et environs	6 000 €																																																				
Communauté de Communes Rhin	20 000 €																																																				
Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud	2 000 €																																																				
Land Baden-Württemberg	12 000 €																																																				
Gemeinde Kappel-Grafenhausen	5 700 €																																																				
Stadt Neuenburg am Rhein	1 500 €																																																				
Gemeinde Schwanau	300 €																																																				
Montant total prévisionnel du projet / Vorgesehene Gesamthöhe des Projekts:	279 000 €																																																				
Fonds communautaires (FEDER) / Gemeinschaftsmittel (EFRE):	139 500 €																																																				
Association Rhin vivant	14 000 €																																																				
Région Alsace	58 000 €																																																				
Conseil Général du Bas-Rhin	10 000 €																																																				
Conseil Général du Haut-Rhin	10 000 €																																																				
Communauté de Communes Marckolsheim et environs	6 000 €																																																				
Communauté de Communes Rhin	20 000 €																																																				
Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud	2 000 €																																																				
Land Baden-Württemberg	12 000 €																																																				
Gemeinde Kappel-Grafenhausen	5 700 €																																																				
Stadt Neuenburg am Rhein	1 500 €																																																				
Gemeinde Schwanau	300 €																																																				
Montant total prévisionnel du projet / Vorgesehene Gesamthöhe des Projekts:	279 000 €																																																				

<p><b>4.2. Utilisation des fonds</b></p> <p>Le porteur de projet est tenu d'utiliser les fonds qui lui sont confiés exclusivement aux fins indiquées aux articles 1 et 2 de la présente convention.</p> <p>L'utilisation non conforme des crédits peut donner lieu à des poursuites judiciaires.</p> <p><b>4.3. Modification du budget ou du plan de financement</b></p> <p>Le porteur de projet s'engage à adresser dans les meilleurs délais à l'autorité de gestion un courrier en cas de modification à la hausse ou à la baisse du budget prévisionnel en dépenses ou du plan de financement.</p> <p>Une seule demande de modification du plan de financement et une seule demande de modification du budget prévisionnel de dépenses peuvent être adressées à l'autorité de gestion au cours de la période de réalisation du projet.</p> <p>Le porteur de projet présentera à cette occasion à l'autorité de gestion une demande formelle de modification.</p> <p>Un dépassement du budget ne peut pas entraîner une augmentation du concours communautaire initialement alloué par le Comité de Pilotage.</p> <p>Une baisse du budget entraîne une réduction de la subvention communautaire initialement octroyée.</p> <p>Si nécessaire, il appartiendra au Comité de Pilotage d'accorder ou non ladite demande.</p>	<p><b>4.2. Verwendung der Mittel</b></p> <p>Der Projektverantwortliche ist verpflichtet, die ihm überlassenen Mittel ausschließlich zu den in den Artikeln 1 und 2 der vorliegenden Vereinbarung festgelegten Zwecken zu verwenden.</p> <p>Die Verwendung der ausbezahlten Mittel in anderer Weise kann eine rechtliche Verfolgung nach sich ziehen.</p> <p><b>4.3. Änderung des Kosten- oder Finanzierungsplans</b></p> <p>Der Projektverantwortliche verpflichtet sich für den Fall, dass der vorhergesehene Kosten- oder der Finanzierungsplan nach oben oder nach unten korrigiert werden muss, die Verwaltungsbehörde schriftlich und ohne schuldhaftes Zögern zu informieren.</p> <p>Während der Projektlaufzeit kann ein einziger Änderungsantrag des Finanzierungsplanes und ein einziger Änderungsantrag des Kostenplanes bei der Verwaltungsbehörde eingereicht werden.</p> <p>Der Projektverantwortliche legt der Verwaltungsbehörde einen entsprechenden Änderungsantrag vor.</p> <p>Eine Überschreitung des Budgets hat keine Erhöhung der von dem Lenkungsausschuss ursprünglich genehmigten Gemeinschafts-förderung zur Folge.</p> <p>Eine Verringerung des Budgets hat zur Folge, dass sich die ursprünglich bewilligte Gemeinschafts-beihilfe entsprechend reduziert.</p> <p>Falls notwendig, wird der Lenkungsausschuss den oben erwähnten Änderungsantrag annehmen oder ablehnen.</p>
<p><b>Article 5 - MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS COMMUNAUTAIRES</b></p> <p><b>5.1. Montant de l'aide communautaire</b></p> <p>Le montant total de l'aide communautaire, mentionné à l'article 4.1, est un montant maximum.</p> <p>Le montant définitif de l'aide communautaire sera calculé au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées.</p> <p>Il ne pourra en aucun cas dépasser 50 % du coût total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1.</p>	<p><b>Artikel 5 - AUSZAHLUNGSBEDINGUNGEN FÜR GEMEINSCHAFTSMITTEL</b></p> <p><b>5.1. Höhe der Gemeinschaftsbeihilfe</b></p> <p>Die im Artikel 4.1 genannte Gesamtbetragshöhe der EU-Beihilfe ist ein Maximalbetrag.</p> <p>Die genaue Höhe der Gemeinschaftsbeihilfe wird im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten und nachgewiesenen Ausgaben errechnet.</p> <p>In keinem Fall darf sie 50 % der im Artikel 4.1 genannten vorgesehenen förderfähigen Gesamtkosten übersteigen.</p>



## **5.2. Rythme de versement des fonds communautaires**

Le montant de l'aide communautaire dépendant des dépenses effectivement réalisées, tous les versements communautaires ne seront effectués qu'après vérification du respect du budget prévisionnel et de l'éligibilité des dépenses.

Ils seront donc faits au fur et à mesure de la justification des dépenses par le porteur de projet auprès de l'autorité de gestion.

Le porteur de projet adresse celle-ci à l'autorité de gestion au minimum tous les trois mois (au plus tard les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année).

Dans le cas de figure où aucune dépense n'aurait été acquittée au cours d'un trimestre, le porteur de projet est tenu, par courrier, d'en informer l'autorité de gestion.

Chaque partenaire réalisant des dépenses dans le cadre du projet (y compris les partenaires suisses le cas échéant) s'engage à transmettre régulièrement au porteur de projet le récapitulatif de ses dépenses, tel que décrit ci-dessous, de façon à lui permettre de procéder aux demandes de paiement dans les délais indiqués.

## **5.3. Disponibilité des fonds communautaires**

Le versement des fonds communautaires au porteur de projet est fonction des fonds disponibles auprès de l'autorité de paiement.

## **5.4. Contenu de la demande de paiement**

Pour être recevable, la demande de paiement doit être composée des éléments suivants :

1. les copies des pièces nécessaires à la justification des dépenses, classées par ligne budgétaire et par ordre chronologique.

Il est impératif de mentionner le lieu de détention des pièces originales.

Ce dispositif est mis en place, afin de garantir la traçabilité des fonds et la piste d'audit telle que demandée par la Commission Européenne dans le règlement (CE) n°438/2001 du 2 mars 2001 modifié.

Lorsque les éléments susmentionnés ne sont pas suffisants pour faire apparaître le lien entre la dépense et le projet, il est demandé d'expliquer ce lien.

## **5.2. Auszahlungsrhythmus der Gemeinschaftsmittel**

Da die Höhe der Gemeinschaftsmittel von den tatsächlich getätigten Ausgaben abhängt, erfolgen sämtliche Auszahlungen von Gemeinschaftsmitteln erst nach Überprüfung der Einhaltung des vorgesehenen Kostenplans sowie der Förderfähigkeit der Ausgaben.

Die Auszahlung erfolgt erst, nachdem der Projektverantwortliche die Ausgaben bei der Verwaltungsbehörde nachgewiesen hat.

Ein solcher Nachweis ist von dem Projektträger mindestens alle drei Monate (spätestens am 31. März, 30. Juni, 30. September und 31. Dezember eines jeden Jahres) an die Verwaltungsbehörde zu richten.

Für den Fall, dass innerhalb eines Quartals keine einzige Zahlung belegt wurde, hat der Projektverantwortliche die Verwaltungsbehörde hierüber schriftlich zu informieren.

Jeder Partner (einschließlich gegebenenfalls Schweizer Projektpartner), der Ausgaben im Rahmen des Projekts tätigt, verpflichtet sich, die im untenstehenden Punkt definierte Aufstellung seiner Ausgaben dem Projektträger regelmäßig zukommen zu lassen, damit er die EU-Zahlungen rechtzeitig beantragen kann.

## **5.3. Verfügbarkeit der Gemeinschaftsmittel**

Die Auszahlung der Gemeinschaftsmittel an den Projektverantwortlichen geschieht unter der Voraussetzung, dass die Mittel bei der Zahlstelle verfügbar sind.

## **5.4. Inhalt des Auszahlungsantrags**

Damit der Auszahlungsantrag zulässig ist, müssen ihm folgende Unterlagen beigelegt werden :

1. Kopien aller zum Nachweis erforderlichen Schriftstücke. Diese Belege sind nach Budgetlinien und chronologisch zu ordnen.

Der Aufbewahrungsort der Originalbelege muss angegeben werden.

Diese Maßnahme ist erforderlich, um die Verfolgbarkeit der Mittel und den Prüfpfad zu garantieren, wie es die Europäische Kommission in der geänderten Verordnung (EG) Nr. 438/2001 vom 2. März 2001 verlangt.

Wenn die o. g. Elemente nicht ausreichen, um den Zusammenhang zwischen den Ausgaben und dem Projekt zu begründen, soll dieser erklärt werden.

2. un récapitulatif des dépenses présentées, mentionnées ci-dessus, sous forme de tableaux, indiquant la date à laquelle les pièces ont été établies, le montant de chaque poste de dépenses, la nature des documents joints, ainsi que la date et le mode de paiement.

Le porteur de projet et chaque partenaire concerné établissent et signent les tableaux récapitulatifs correspondant aux dépenses qu'ils ont réalisées.

La totalité des tableaux récapitulatifs doit être contresignée par le porteur de projet.

Le porteur de projet et chaque partenaire concerné doivent faire attester la réalité des paiements par un tiers, en faisant signer les tableaux concernant leurs dépenses par :

- dans le cas d'un porteur de projet / partenaire privé : un expert comptable ou un commissaire aux comptes (à défaut, il doit fournir les copies des relevés bancaires faisant apparaître les débits correspondant aux dépenses) ;
- dans le cas d'un porteur de projet / partenaire public : le comptable public (à défaut, il doit fournir les copies des mandats faisant apparaître les virements correspondant aux dépenses).

Les réductions sur achat à caractère commercial (rabais, remises, ristournes) ou à caractère financier (escomptes), ainsi que les avoirs, seront déduits du montant des dépenses certifiées.

Le porteur de projet s'engage à présenter à l'autorité de gestion uniquement des dépenses en conformité avec le règlement (CE) n°1685/2000 du 28 juillet 2000 modifié.

#### **5.5. Versement des fonds communautaires aux partenaires**

Lorsque la contribution des partenaires se fait par l'intermédiaire de dépenses propres, les fonds communautaires correspondants leur sont versés par le porteur de projet, au prorata des dépenses qu'ils ont présentées et qui ont été certifiées par l'autorité de gestion.

2. eine Aufstellung der o. g. Ausgaben, in Form von Tabellen, auf der das Datum der Rechnungsstellung, der Betrag jedes einzelnen Ausgabenpostens, die Art der beigefügten Dokumente sowie das Datum der Zahlung und die Zahlungsweise ersichtlich sind.

Der Projektträger sowie jeder betroffene Partner erstellen und unterschreiben die Aufstellung der von ihnen getätigten Ausgaben.

Sämtliche zusammenfassende Aufstellungen müssen durch den Projektträger unterzeichnet werden.

Der Projektträger sowie jeder betroffene Projektpartner müssen die Richtigkeit der Zahlungen durch einen Dritten bestätigen lassen, indem sie die Aufstellung der Ausgaben unterschreiben lassen durch:

- bei einem privaten Projektträger / Projektpartner: einen Wirtschafts- oder vereidigten Buchprüfer (andernfalls sind Kopien der Kontoauszüge beizufügen, auf denen die den Ausgaben entsprechenden Abbuchungen nachzuvollziehen sind) ;
- bei einem öffentlichen Projektträger / Projektpartner: die öffentliche Buchhaltung (andernfalls sind Kopien der Kontoauszüge beizufügen, auf denen die den Ausgaben entsprechenden Abbuchungen nachzuvollziehen sind).

Reduzierungen des Kaufpreises kommerzieller Art (Rabatt, Nachlass, Storno) oder finanzieller Art (Skonto) sowie Gutschriften werden von dem Betrag der bescheinigten Ausgaben abgezogen.

Der Projektverantwortliche verpflichtet sich, der Verwaltungsbehörde nur solche Ausgaben vorzulegen, die mit der geänderten Verordnung (EG) Nr. 1685/2000 vom 28. Juli 2000 in Einklang stehen.

#### **5.5. Zahlung der Gemeinschaftsmittel an die Projektpartner**

Wenn die Projektpartner sich durch eigene Ausgaben am Projekt beteiligen, werden ihnen vom Projektträger die entsprechenden Gemeinschaftsmittel anteilmäßig der von ihnen nachgewiesenen und von der Verwaltungsbehörde beglaubigten Ausgaben überwiesen.

### **5.6. Paiement du solde**

A l'appui de la demande de paiement du solde communautaire, le porteur de projet s'engage à déposer un état récapitulatif, certifié par ses soins, attestant de la perception de la totalité des cofinancements nationaux mentionnés à l'article 4.1.

En outre, cet état récapitulatif doit être signé :

- Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage publique : par le comptable public.
- Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée : par un expert comptable, ou un commissaire aux comptes (à défaut, il doit produire des copies de relevés bancaires faisant apparaître les crédits correspondant aux fonds complémentaires perçus, ou des extraits issus de sa comptabilité).

### **5.7. Préfinancement du solde communautaire**

Le montant cumulé des versements de fonds communautaires ne peut dépasser 95 % du montant total de la subvention communautaire.

Le solde de 5 % de la subvention communautaire est à préfinancer par le porteur de projet jusqu'à la fin du programme INTERREG III Rhin Supérieur Centre-Sud (2009/2010) et lui sera versé sur présentation et acceptation des pièces mentionnées aux articles 5 et 7.

### **5.8. Comptabilité séparée**

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée du projet ou à utiliser une codification comptable adéquate.

### **5.9. Coordonnées bancaires**

Le porteur de projet s'engage à ouvrir un compte bancaire spécifique pour le projet, ou, pour les maîtrises d'ouvrage publiques, une ligne budgétaire nouvelle.

Il doit transmettre à l'autorité de gestion les coordonnées correspondantes (comprenant notamment les numéros IBAN et SWIFT) émanant de la banque (RIB) au plus tard lors de la première demande de versement.

### **5.6. Auszahlung des Restbetrags**

Zum Nachweis verpflichtet sich der Projektträger bei Antrag auf Auszahlung des Restbetrags einen von ihm unterzeichneten zusammenfassenden Einnahmenstand einzureichen, der den Erhalt sämtlicher nationaler im Artikel 4.1 genannter Kofinanzierungsmittel bestätigt.

Außerdem muss dieser Einnahmenstand unterzeichnet werden:

- Im Fall einer öffentlichen Projektträgerschaft: durch den öffentlichen Buchprüfer.
- Im Fall einer privaten Projektträgerschaft: durch einen Wirtschafts- oder vereidigten Buchprüfer (andernfalls sind Kopien der Kontoauszüge, die die Einnahmen der entsprechend erhaltenen nationalen Komplementärmittel nachweisen, oder entsprechende Auszüge der Buchhaltung, beizufügen.)

### **5.7. Vorfinanzierung des Restbetrags der Gemeinschaftsmittel**

Die Summe der Einzelzahlungen von Gemeinschaftsmitteln darf 95 % des Gesamtbetrages der Gemeinschaftsbeihilfe nicht überschreiten.

Der Restbetrag in Höhe von 5 % der Gemeinschaftsbeihilfe muss vom Projektverantwortlichen vorfinanziert werden bis zum Ende des Programme INTERREG III Oberrhein Mitte-Süd (2009/2010). Er wird nach Vorstellung und Annahme der in Artikel 5 und 7 genannten Dokumente ausbezahlt.

### **5.8. Getrennte Buchführung**

Der Projektverantwortliche verpflichtet sich zu einer getrennten Projektbuchführung oder zur Verwendung einer geeigneten buchhalterischen Kodierung.

### **5.9. Bankverbindung**

Der Projektverantwortliche muss ein für das Projekt getrenntes Bankkonto, oder, im Fall einer öffentlichen Projektträgerschaft, einen neuen Haushaltstitel einrichten.

Er muss die entsprechenden Bankangaben (insbesondere die IBAN- und SWIFT-Nummer), die ihm von der Bank übermittelt werden (Kontenidentitätsnachweis mit Unterschrift und Stempel), spätestens vor dem ersten Auszahlungsantrag der Verwaltungsbehörde zukommen zu lassen.

## Article 6 - MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS COMPLEMENTAIRES

### 6.1. Modalités de versement des fonds nationaux

- **L'association Rhin vivant** participe au projet sous forme de dépenses directes à hauteur de **14.000 euros** (5 % du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1).
- La **Région Alsace** participe au projet à hauteur de **58.000 euros** (20,80% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant :
  - 50% à la signature de la convention,
  - des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %
  - le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.
- Le **Conseil Général du Bas-Rhin** participe au projet à hauteur de **10.000 euros** (3,60% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant :
  - 50% (soit 5.000 €) à la signature de la convention et sur présentation d'une demande de versement écrite signée par le représentant légal de l'association
  - 50% (soit un solde de 5.000 €) au 1<sup>er</sup> semestre 2007 sur présentation d'un bilan des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses certifiées accompagnés d'une demande de versement.
  - Un rapport final récapitulant les dépenses globales et le taux de réalisation du projet est à transmettre à la clôture du projet.

## Artikel 6 - AUSZAHLUNGSBEDINGUNGEN FÜR KOFINANZIERUNGSMITTEL

### 6.1. Auszahlungsbedingungen für nationale Mittel

- **Der Verein Rhin vivant** beteiligt sich am Projekt durch direkte Ausgaben in Höhe von **14.000 Euro** (5 % der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten).
- Die **Région Alsace** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **58.000 Euro** (20,80% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender :
  - 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,
  - Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %
  - Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Ausgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.
- Der **Conseil Général du Bas-Rhin** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **10.000 Euro** (3,60% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender :
  - 50% (5000 €) bei Unterzeichnung der Vereinbarung und auf Vorlage eines vom gesetzlichen Vertreter des Vereins unterzeichneten Auszahlungsantrages
  - 50 % (Saldo von 5000 €) im ersten Semester 2007 auf Vorlage einer Bilanz der durchgeführten Maßnahmen, einer Aufstellung der bescheinigten Ausgaben, und eines Auszahlungsantrags.
  - Der Projektträger muss am Ende des Projekts einen Schlussbericht mit zusammenfassender Ausgabenaufstellung und Durchführungsrate zukommen lassen.

- Le **Conseil Général du Haut-Rhin** participe au projet à hauteur de **10.000 euros** (3,60% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention,
- un acompte intermédiaire sur présentation d'un état global des dépenses effectuées avec copie des factures concernées par l'opération au prorata de la participation départementale
- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

- Le **Conseil Général du Haut-Rhin** participe au projet à hauteur de **10.000 Euro** (3,60% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant :

- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,
- eine Zwischenanzahlung auf Vorlage einer Aufstellung der getätigten Ausgaben mit Kopie entsprechender Rechnungen im Verhältnis zu der Beteiligung des Departement du Haut-Rhin.
- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Ausgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.

- La **Communauté de communes de Marckolsheim et environs** participe au projet à hauteur de **6.000 euros** (2,10 % du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention,
- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %
- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

- Die **Communauté de communes de Marckolsheim et environs** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **6.000 Euro** (2,10 % der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender :

- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,
- Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %
- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Ausgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.

- La **Communauté de communes du Rhin** participe au projet à hauteur de **20.000 euros** (7,20% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention,
- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %
- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

- Die **Communauté de communes du Rhin** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **20.000 Euro** (7,20% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender :

- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,
- Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %
- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Ausgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.

<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>Communauté de communes Porte de France Rhin Sud</b> participe au projet à hauteur de <b>2000 euros</b> (0,70% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1 Le rythme de versement est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% à la signature de la convention,</li> <li>- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %</li> <li>- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>Communauté de communes Porte de France Rhin Sud</b> beteiligt sich am Projekt in Höhe von <b>2000 Euro</b> (0,70% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,</li> <li>- Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %</li> <li>- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Ausgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.</li> </ul> </li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le <b>Land Baden-Württemberg</b> participe au projet à hauteur de <b>12.000 euros</b> (4,30% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1 Le rythme de versement est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% à la signature de la convention,</li> <li>- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %</li> <li>- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.</li> </ul> </li> <li>• La <b>Gemeinde Kappel-Grafenhausen</b> participe au projet à hauteur de <b>5.700 euros</b> (2,05% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1 Le rythme de versement est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% à la signature de la convention,</li> <li>- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %</li> <li>- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Das <b>Land Baden-Württemberg</b> beteiligt sich am Projekt in Höhe von <b>12.000 Euro</b> (4,30% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,</li> <li>- Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %</li> <li>- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Ausgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.</li> </ul> </li> <li>• Die <b>Gemeinde Kappel-Grafenhausen</b> beteiligt sich am Projekt in Höhe von <b>5.700 Euro</b> (2,05% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,</li> <li>- Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %</li> <li>- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Ausgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.</li> </ul> </li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>Gemeinde Schwanau</b> participe au projet à hauteur de <b>300 euros</b> (0,1% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% à la signature de la convention,</li> <li>- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %</li> <li>- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.</li> </ul> </li> <li>• La <b>Stadt Neuenburg am Rhein</b> participe au projet à hauteur de <b>1.500 euros</b> (0,55% du total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % à la signature de la convention</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Die <b>Gemeinde Schwanau</b> beteiligt sich am Projekt in Höhe von <b>300 Euro</b> (% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung,</li> <li>- Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %</li> <li>- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer zusammenfassenden Aufgabenaufstellung, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.</li> </ul> </li> <li>• Die <b>Stadt Neuenburg am Rhein</b> beteiligt sich am Projekt in Höhe von <b>1.500 Euro</b> (0,55% der im Abschnitt 4.1 angegebenen förderfähigen Gesamtkosten). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% bei Unterzeichnung der Vereinbarung</li> </ul> </li> </ul>
<p>Les fonds sont versés par chaque cofinancier au porteur de projet sur le compte mentionné à l'article 5.9. de la présente convention.</p> <p>Les partenaires s'engagent à transmettre au porteur de projet les copies de toutes les factures ou pièces justificatives de valeur probante équivalente certifiées exactes correspondant à leur engagement.</p>	<p>Die aufgeführten Mittel werden von jedem Kofinanzierer an den Projektverantwortlichen auf das in Artikel 5.9. der vorliegenden Vereinbarung genannte Konto eingezahlt.</p> <p>Die Partner verpflichten sich, dem Projektverantwortlichen Kopien sämtlicher Rechnungen oder entsprechende aussagekräftige Belege zukommen zu lassen, die genaue Auskunft über ihre Leistungen geben.</p>
<p><b>Article 7 - REMISE DES RAPPORTS</b></p> <p>Les rapports d'activité décrits ci-dessous doivent être rédigés en langues française et allemande, en collaboration entre tous les partenaires du projet.</p> <p><b>7.1. Rapport annuel</b></p> <p>Le porteur de projet est tenu de remettre un rapport annuel à l'autorité de gestion au plus tard le 31 janvier de chaque année comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des éléments relatifs aux étapes techniques réalisées et rapportées au calendrier de réalisation,</li> <li>- des informations sur les critères d'évaluation exposés dans le formulaire de demande de concours communautaire,</li> <li>- des informations au sujet de l'exercice du partenariat.</li> </ul>	<p><b>Artikel 7 - VORLAGE DER BERICHTE</b></p> <p>Die unten genannten Berichte müssen in französischer und deutscher Sprache von sämtlichen Projektpartnern in Zusammenarbeit geschrieben werden.</p> <p><b>7.1. Jahresbericht</b></p> <p>Der Projektverantwortliche hat bis spätestens zum 31. Januar jeden Jahres der Verwaltungsbehörde einen Jahresbericht mit folgendem Inhalt zu erstatten:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Angaben zur tatsächlichen technischen Umsetzung und zur Einhaltung des Realisierungsplanes,</li> <li>- Angaben zu den Evaluierungskriterien, die im Antrag auf Gemeinschaftsförderung genannt werden,</li> <li>- Informationen im Hinblick auf die Zusammenarbeit innerhalb der Partnerschaft.</li> </ul>

<p><b>7.2. Rapport final</b></p> <p>Le porteur de projet est tenu de fournir un rapport final à l'autorité de gestion au plus tard 3 mois après la fin de la période de réalisation du projet figurant à l'article 3.2 de la présente convention.</p> <p>Ce rapport comporte deux parties :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Une première partie comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des éléments établissant la conformité du projet au descriptif et aux objectifs initialement établis,</li> <li>- des réponses aux critères d'évaluation exposés dans le formulaire de demande de concours communautaire,</li> <li>- des informations au sujet de l'exercice du partenariat,</li> <li>- le descriptif de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet.</li> </ul> </li> <li>2. Une seconde partie relative à l'aspect financier du projet comportant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un récapitulatif final certifié exact des dépenses acquittées et leur justification telle que mentionnée à l'article 5 de la présente convention et,</li> <li>- un état récapitulatif des fonds complémentaires émanant des partenaires au projet,</li> <li>- le cas échéant, un état des recettes engendrées par le projet,</li> <li>- une attestation de fin du projet.</li> </ul> </li> </ol> <p>Le porteur de projet s'engage à n'effectuer aucune publication relative aux résultats du projet avant acceptation du rapport final par le Comité de Pilotage et sans autorisation du Secrétariat technique ou de l'autorité de gestion.</p> <p>En cas de non respect de cet article 7, l'article 9 s'applique.</p>	<p><b>7.2. Abschlussbericht</b></p> <p>Der Projektverantwortliche hat der Verwaltungsbehörde spätestens 3 Monate nach Ende des in Artikel 3.2 der vorliegenden Vereinbarung festgelegten Durchführungszeitraumes einen Abschlussbericht vorzulegen.</p> <p>Dieser Bericht umfasst zwei Teile:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Einen ersten Teil der folgende Angaben beinhaltet: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nachweise mit Begründung, die die Übereinstimmung des Projekts mit der Beschreibung und den ursprünglich festgelegten Zielen belegen</li> <li>- Angaben zu den Evaluierungskriterien, die im Antrag auf Gemeinschaftsförderung genannt werden,</li> <li>- Informationen im Hinblick auf die Zusammenarbeit innerhalb der Partnerschaft</li> <li>- Beschreibung der Sicherstellung der Projektweiterführung.</li> </ul> </li> <li>2. Einen zweiten Teil bezüglich der Projektfinanzierung, der enthält: <ul style="list-style-type: none"> <li>- eine abschließende verbindliche Aufstellung der gezahlten Ausgaben und deren Nachweis wie in Artikel 5 der vorliegenden Vereinbarung bezeichnet, und</li> <li>- einen zusammenfassenden Einnahmenstand der von den Partnern überwiesenen Komplementärmittel,</li> <li>- gegebenenfalls einen Stand der durch das Projekt verursachten Einnahmen,</li> <li>- eine Bestätigung der Projektbeendigung.</li> </ul> </li> </ol> <p>Der Projektverantwortliche verpflichtet sich, vor der Annahme des Abschlussberichtes durch den Lenkungsausschuss und ohne Genehmigung des technischen Sekretariats oder der Verwaltungsbehörde(n) keine Veröffentlichung über die Ergebnisse des Projektes zu unternehmen.</p> <p>Im Falle der Nichtbeachtung dieses Artikels 7, kommt Artikel 9 zur Anwendung.</p>
<p><b>Article 8 - OBLIGATIONS DE COMMUNICATION</b></p> <p>Le porteur de projet et les partenaires s'engagent à faire état de la participation financière de l'Union Européenne (FEDER) et des différents cofinanceurs (en particulier le soutien apporté par la Confédération helvétique le cas échéant) dans toute opération</p>	<p><b>Artikel 8 - VORSCHRIFTEN ZUR ÖFFENTLICHKEITSARBEIT</b></p> <p>Der Projektträger und die Projektpartner verpflichten sich, bei jeder durchgeführten Werbemaßnahme zum Projekt, auf die finanzielle Beteiligung der Europäischen Union (EFRE) und der verschiedenen Kofinanzierer (insbesondere im Falle einer Kofinanzierung durch die Schweizerische</p>



<p>promotionnelle réalisée sur le projet.</p> <p>Toute mesure de communication doit être réalisée conformément aux dispositions figurant dans le règlement (CE) n°1159/2000 du 30 mai 2000 visant les actions d'information et de publicité à mener par les Etats membres sur les interventions des fonds structurels.</p> <p>Les dispositions applicables en matière de publication sont également contenues dans le vade-mecum (il est rappelé que ce document a la même valeur contractuelle que la présente convention).</p> <p>En cas de non respect de cet article 8, l'article 9 s'applique.</p>	<p>Eidgenossenschaft) hinzuweisen.</p> <p>Sämtliche Öffentlichkeitsmaßnahmen müssen die Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1159/2000 vom 30. Mai 2000 über die von den Mitgliedstaaten zu treffenden Informations- und Publizitätsmaßnahmen für die Interventionen der Strukturfonds beachten.</p> <p>Die anwendbaren Bestimmungen zur Öffentlichkeitsarbeit sind auch im Vade-Mecum aufgeführt (es wird daran erinnert, dass dieses Dokument gleichwertiger Vertragsbestandteil ist wie die vorliegende Vereinbarung).</p> <p>Im Falle der Nichtbeachtung dieses Artikels 8, kommt Artikel 9 zur Anwendung.</p>
<p><b>Article 9 - SANCTIONS ET REVERSEMENTS</b></p> <p><b>9.1. Obstacles à la réalisation du projet</b></p> <p>Si le projet rencontre après son démarrage un obstacle persistant contraire à la réalisation future du projet, l'autorité de gestion peut, sur demande justifiée du porteur de projet, résilier la présente convention.</p> <p>Dans ce cas, l'autorité de gestion peut éventuellement ordonner le reversement des subventions communautaires reçues jusque-là.</p> <p><b>9.2. Non-respect de la convention</b></p> <p>Dans les cas mentionnés ci-dessous, l'autorité(s) de gestion a le droit, après en avoir informé le Comité de Pilotage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de suspendre ou d'arrêter le versement des subventions communautaires ;</li> <li>- ou d'ordonner le reversement total ou partiel des subventions communautaires versées.</li> </ul> <p>1. Si le porteur de projet ne respecte pas les dispositions énoncées dans la présente convention, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en ne réalisant pas le projet ou que partiellement,</li> <li>- en changeant le plan de financement et le budget prévisionnel sans autorisation préalable de l'autorité de gestion,</li> <li>- en utilisant la subvention communautaire à d'autres fins que celles stipulées à l'article 2 (détournement de l'objet),</li> <li>- en entravant la mise en œuvre des</li> </ul>	<p><b>Artikel 9 - SANKTIONEN UND RÜCK-ZAHLUNGEN</b></p> <p><b>9.1. Hindernisse zur Realisierung des Projektes</b></p> <p>Entsteht nach Projektbeginn ein dauerhaftes Hindernis, das der weiteren Durchführung des Projekts entgegensteht, kann die Verwaltungsbehörde auf entsprechend begründeten Antrag des Projektträgers die vorliegende Vereinbarung kündigen.</p> <p>Die Verwaltungsbehörde kann in diesem Fall die Rückzahlung der bis dahin empfangenen Gemeinschaftsbeihilfen anordnen.</p> <p><b>9.2. Nicht-Beachtung der Vereinbarung</b></p> <p>In den unten genannten Fällen kann die Verwaltungsbehörde nach Information des Lenkungsausschusses:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- die Auszahlung von Gemeinschaftsbeihilfen vorläufig oder endgültig einstellen ;</li> <li>- oder die teilweise oder vollständige Rückzahlung der bisher ausbezahlten Gemeinschaftsbeihilfen anordnen.</li> </ul> <p>1. Falls der Projektverantwortliche die Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung missachtet, insbesondere wenn er :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- das Projekt teilweise oder vollständig nicht durchführt,</li> <li>- den Kosten- und Finanzierungsplan ohne vorherige Autorisierung durch die Verwaltungsbehörde ändert,</li> <li>- die Gemeinschaftsbeihilfe zu anderen Zwecken als den in Artikel 2 genannten verwendet (Zweckentfremdung),</li> <li>- die Durchführung der Kontrollmaßnahmen</li> </ul>

<p>mesures de contrôle,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. S'il ne procède pas aux appels de fonds dans les délais fixés (exception faite d'un courrier justifiant le non-appel de fonds, accepté par l'autorité de gestion),</li> <li>3. S'il ne fournit pas les rapports annuels et final dans les délais fixés,</li> <li>4. Si ces rapports ne contiennent pas les informations demandées,</li> <li>5. S'il ne respecte pas les obligations de communication sur le soutien communautaire,</li> <li>6. S'il est soupçonné d'un acte délictueux en relation avec la réalisation du projet,</li> <li>7. Ou si la décision du Comité de Pilotage concernant l'octroi des subventions communautaires est contraire au droit.</li> </ol> <p><b>9.3. Modalités de reversement des fonds perçus</b></p> <p>Le porteur de projet s'engage à reverser les fonds dans un délai d'un mois après notification par l'autorité de gestion de la décision de reversement. Si la mise en demeure du porteur de projet par l'autorité de gestion est restée sans effet au-delà d'un mois, l'autorité de gestion peut résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception.</p> <p>Les fonds communautaires sont à reverser (au prorata) à l'autorité de paiement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le compte n° 40031 00001 0000227647, intitulé Programme INTERREG III Rhin Supérieur Centre-Sud, ouvert dans les livres de la Caisse des Dépôts et Consignations et tenu à la Trésorerie Générale de Strasbourg,</li> </ul> <p>Les fonds complémentaires sont reversés aux cofinanceurs.</p> <p>Si le porteur de projet ne reverse pas ou qu'incomplètement la somme demandée dans le délai prescrit, les sommes sont susceptibles d'être majorées d'intérêts de retards et l'autorité de gestion peut charger une instance via le Comité de Pilotage de recouvrer les fonds, le cas échéant par voie d'exécution forcée.</p>	<p>behindert,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. Falls er die Mittel nicht innerhalb der vorgesehenen Frist abrufen (eine Ausnahme wird gemacht, wenn ein von der Verwaltungsbehörde akzeptiertes Schreiben die unterlassene Abrufung rechtfertigt),</li> <li>3. Falls er die Jahres- und Abschlussberichte nicht innerhalb der vorgesehenen Frist vorlegt,</li> <li>4. Falls diese Berichte die geforderten Informationen nicht beinhalten,</li> <li>5. Falls er die Öffentlichkeitsvorgabe über die Unterstützung der EU nicht respektiert,</li> <li>6. Falls er einer Straftat im Zusammenhang mit der Projektdurchführung hinreichend verdächtig ist,</li> <li>7. Oder falls die Entscheidung des Lenkungsausschusses über die Bewilligung von Gemeinschaftsbeihilfen rechtswidrig ist.</li> </ol> <p><b>9.3. Bestimmungen zur Rückzahlung der gezahlten Mittel</b></p> <p>Der Projektverantwortliche verpflichtet sich, die Beihilfen innerhalb eines Monats nach Bekanntgabe der Rückforderungsentscheidung durch die Verwaltungsbehörde zurückzuzahlen. Sollte das In-Verzug-Setzen des Projektverantwortlichen einen Monat lang wirkungslos bleiben, kann die Verwaltungsbehörde von sich aus die vorliegende Vereinbarung durch Einschreiben mit Rückschein kündigen.</p> <p>Die Gemeinschaftsmittel sind (anteilmäßig) an die Zahlstelle zurückzuzahlen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- auf das Konto Nr. 40031 00001 0000227647, Empfänger Programm INTERREG III Oberrhein Mitte-Süd, das in den Büchern der Caisse des Dépôts et Consignations eröffnet wurde und von der Trésorerie Générale in Straßburg geführt wird,</li> </ul> <p>Die Kofinanzierungsmittel sind an die Kofinanzierer zurückzuzahlen.</p> <p>Falls der Projektverantwortliche innerhalb der festgelegten Frist die verlangte Summe nur unvollständig oder überhaupt nicht zurückzahlt, sind die Beträge zu verzinsen und die Verwaltungsbehörde kann über den Lenkungsausschuss eine Stelle mit der Einziehung beauftragen, ggf. auf dem Wege der Zwangsvollstreckung.</p>

#### **Article 10 - CONTRÔLES**

Le porteur de projet et ses partenaires sont tenus de conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué par la Commission Européenne à l'autorité de gestion et au moins jusqu'au 31 décembre 2013.

Ils s'engagent à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectués par l'autorité de gestion ou par les organismes mandatés par elle, par les corps d'inspection et de contrôle, y compris les autorités de contrôle nationales et communautaires, et ce aux frais du porteur de projet lorsqu'il est fait appel à un expert extérieur à l'administration.

#### **Artikel 10 - KONTROLLEN**

Der Projektverantwortliche und seine Partner sind verpflichtet, die Originalbelege aufzubewahren, solange mit Kontrollen zu rechnen ist, d.h. 3 Jahre nach der letzten Zahlung, die die Europäische Kommission an die Verwaltungsbehörde veranlasst hat, mindestens jedoch bis zum 31. Dezember 2013.

Sie unterwerfen sich bezüglich des geförderten Projekts jeglicher Kontrolle, die von der (Verwaltungsbehörde oder von den durch sie beauftragten Einrichtungen, den Inspektionen und Kontrollstellen einschließlich den nationalen und gemeinschaftlichen Kontrollstellen vor Ort oder anhand der Nachweise durchgeführt wird. Falls eine externe Expertenprüfung erforderlich wird, trägt der Projektverantwortliche die anfallenden Kosten.

**Signataires de la présente convention relative au projet n°4a.9  
"Destination Rhin vivant : pour un tourisme durable du Rhin Supérieur"  
Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung bezüglich des Projekts Nr.4a.9  
„Destination Lebendiger Rhein: für einen nachhaltigen Tourismus am Oberrhein“**

Association Rhin Vivant  
Porteur de projet (signature, cachet, date)  
Projektverantwortlicher (Unterschrift, Stempel, Datum)

Région Alsace  
Autorité de gestion et partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Verwaltungsbehörde und Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Conseil Général du Bas-Rhin  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Conseil Général du Haut-Rhin  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Communauté de Communes Marckolsheim et environs  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Communauté de Communes Rhin  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Land Baden-Württemberg  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Gemeinde Kappel-Grafenhausen  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Stadt Neuenburg am Rhein  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)

Gemeinde Schwanau  
Partenaire financeur (signature, cachet, date)  
Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)